



Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement

Distr. générale
4 février 2016
Français
Original : anglais

Conseil du commerce et du développement Commission du commerce et du développement Réunion d'experts pluriannuelle sur la promotion de l'intégration et de la coopération économiques Quatrième session

Genève, 14 et 15 avril 2016

Point 3 de l'ordre du jour provisoire

Amélioration de toutes les formes de coopération et de partenariat pour le commerce et le développement en vue d'atteindre les objectifs de développement adoptés au niveau international

Note du secrétariat de la CNUCED

Résumé

Dans la présente note, le secrétariat de la CNUCED examine les possibilités d'améliorer toutes les formes de coopération et de partenariat pour le commerce et le développement afin de mener à bien le programme de développement pour l'après-2015 et d'atteindre les objectifs de développement durable. Après avoir dépeint un contexte économique mondial difficile et les menaces qui pèsent sur la stabilité économique, la résilience et les perspectives de croissance équitable des pays en développement et des pays en transition, il analyse comment des mesures macroéconomiques peuvent aider ces pays à devenir plus résistants et à mieux se développer, à la fois à court et à long terme, en les armant contre les crises économiques, à assurer leur stabilité macroéconomique et à mettre l'industrialisation au service d'une résilience durable, de sorte que le développement profite à tous. L'une des questions centrales est de savoir comment la coopération, notamment entre les pays du Sud, peut promouvoir ces aptitudes et contribuer directement à la réalisation des objectifs de développement durable, en particulier les objectifs 8, 9 et 17.



Introduction

1. À cause de l'instabilité croissante qui caractérise l'économie mondiale et de l'échec répété des pays développés à sortir pour de bon de la Grande Récession, de sérieuses menaces pèsent sur la stabilité économique et la résilience des pays en développement. Elles pourraient compromettre leurs perspectives de croissance à long terme ainsi que la réalisation du programme de développement pour l'après-2015 et des objectifs de développement durable.

2. Les participants à la quatrième session de la Réunion d'experts pluriannuelle sur la promotion de l'intégration et de la coopération économiques seront invités à considérer ces enjeux et ces menaces sous l'angle de la coopération Sud-Sud et à réfléchir à la manière dont la collaboration et la définition de meilleures pratiques pourraient aider à surmonter les crises économiques, à garantir la stabilité macroéconomique et à améliorer la résilience à long terme, tout en parvenant à une croissance équitable et en mettant fin à la pauvreté.

3. Une plus grande résilience, à court et à long terme, peut être obtenue en agissant au niveau macroéconomique. À court terme, des politiques monétaires et budgétaires anticycliques, ainsi que des mesures financières destinées à atténuer les effets déstabilisateurs des flux de capitaux, sont indispensables pour parer aux chocs extérieurs. À long terme, l'industrialisation et la diversification peuvent contribuer à la fois à la stabilité macroéconomique et à la résilience, mais elles supposent de mettre en œuvre une politique industrielle et de renforcer les capacités institutionnelles afin que la transformation structurelle tienne ses promesses en matière de développement. Cela étant, les enseignements à tirer des expériences, fructueuses ou non, déjà menées dans les pays en développement ne manquent pas. Nombreuses sont également les possibilités de coopération qui augmenteraient considérablement les chances de réussite.

4. Si la coopération Nord-Sud et la coopération multilatérale ont été déterminantes pour bon nombre de pays en développement depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale, la coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire ne cessent de prendre de l'importance et de gagner en potentialités. Une expérience a été acquise et des perspectives existent dans le domaine des finances et du commerce et en ce qui concerne la coordination des politiques nationales d'investissement et le développement des infrastructures publiques. En somme, malgré le contexte économique mondial peu favorable auquel ils sont actuellement confrontés, les pays en développement auraient énormément à gagner de meilleures pratiques et d'une coopération renforcée pour engager, voire accélérer, le processus d'un développement durable et équitable.

5. Ces questions figurent en bonne place dans le Programme de développement durable à l'horizon 2030. Alors que la stabilité macroéconomique et la résilience sont explicitement mentionnées dans la cible 13 (Renforcer la stabilité macroéconomique mondiale, notamment en favorisant la coordination et la cohérence des politiques) relevant de l'objectif de développement durable 17 (Renforcer les moyens de mettre en œuvre le Partenariat mondial pour le développement durable et le revitaliser), les questions susceptibles d'être examinées à la quatrième session de la Réunion d'experts pluriannuelle participent de la réalisation de nombreux objectifs, particulièrement l'objectif 8 (Promouvoir une croissance économique soutenue, partagée et durable, le plein emploi productif et un travail décent pour tous), l'objectif 9 (Bâtir une infrastructure résiliente, promouvoir une industrialisation durable qui profite à tous et encourager l'innovation) et l'objectif 17, de portée plus vaste, par la recherche de modes de coopération internationale prometteurs.

I. Le contexte économique extérieur

6. En l'état actuel, le contexte économique extérieur rend un grand nombre de cibles de développement durable difficiles à atteindre. Pour parvenir à la croissance économique, garantir un travail décent et ouvrir la voie à l'industrialisation et à l'innovation, il faut que la demande extérieure et le commerce progressent sensiblement et que les flux financiers mondiaux soient orientés vers le secteur productif. En outre, le niveau et le degré d'instabilité des prix et des flux financiers mondiaux influent sur la bonne mise en œuvre du Partenariat mondial pour le développement durable. Le présent chapitre revient sur l'évolution récente de l'environnement économique mondial de ce point de vue.

1. La croissance mondiale ralentit

7. Avant la crise financière de 2007-2008 et peu après celle-ci, la croissance économique mondiale était tirée par la croissance économique des pays en développement qui, depuis, a considérablement fléchi. Au lendemain de la crise, celle-ci était environ trois fois supérieure à celle des pays développés; en 2015, elle a sensiblement baissé, mais demeurait deux fois plus élevée. Selon des données plus récentes, un certain nombre de grands pays en développement connaîtront un ralentissement marqué de leur activité économique ou une récession en 2016.

8. La situation macroéconomique des pays en développement reste étroitement liée au contexte mondial, comme il ressort de la baisse des prix des produits de base et de ses répercussions économiques. Les réalisations et les perspectives des pays en développement devraient aussi être analysées à la lumière des résultats obtenus et attendus dans les pays développés. De fait, certaines des difficultés actuellement rencontrées par les pays en développement sont la conséquence de plusieurs années de croissance atone dans les pays développés et de la libéralisation financière et commerciale engagée au niveau mondial, qui soumet les taux de change et d'autres prix macroéconomiques à l'influence des mouvements de capitaux. En outre, les orientations économiques des pays développés ne sont pas propices à un redémarrage de la croissance dans les pays en développement et pourraient assombrir encore les perspectives économiques.

2. Le commerce continue de reculer

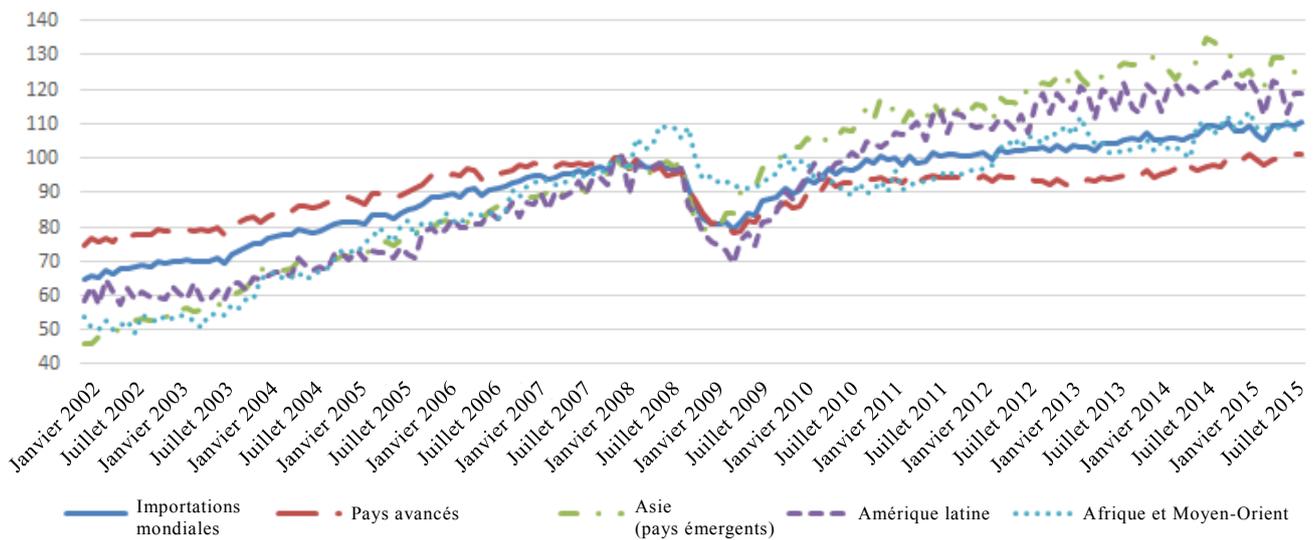
9. Avec une progression deux fois plus rapide que celle du produit intérieur brut (PIB) ces dix dernières années, le commerce a été présenté comme un moteur de la croissance mondiale. La demande extérieure des pays avancés a largement contribué à la croissance de nombreux pays en développement ainsi qu'à leurs recettes d'exportation, par ailleurs favorisées par les prix relativement élevés des produits de base. Cependant, cette demande tirait une grande partie de sa force relative de la création de crédit et de l'appréciation d'actifs, ce qui faisait d'elle un édifice aux fondations peu solides, qui a fini par s'écrouler sous l'effet de la crise financière¹.

10. À l'issue de la Grande Récession, de nombreux pays avancés ont enregistré une timide reprise de l'emploi et une faible hausse des salaires, tandis que leur demande extérieure, qui avait stimulé la croissance dans un grand nombre de pays en développement, était en net recul. De plus, comme leur choix s'est principalement porté sur des politiques d'austérité pour redresser l'économie, les dépenses

¹ CNUCED, 2014, *Rapport sur le commerce et le développement, 2014* (New York et Genève, numéro de vente F.14.II.D.4, publication des Nations Unies).

budgetaires sont généralement restées inférieures à leurs niveaux d'avant la crise. Après la phase de reprise initiale, la baisse conjuguée de la demande privée et de la demande publique dans les pays avancés s'est accompagnée d'une diminution ou d'une stagnation des volumes du commerce au niveau régional. Ces trois dernières années, le commerce mondial a progressé beaucoup moins rapidement, jusqu'à s'aligner aujourd'hui sur le rythme du PIB mondial. Les importations semblent avoir regagné un peu de leur dynamisme au cours des dix-huit derniers mois, mais elles ont tout juste atteint leurs niveaux d'avant la crise (voir fig. 1).

Figure 1
Dynamique du commerce mondial, indices mensuels, janvier 2002-octobre 2015 :
Volume des importations mondiales par région

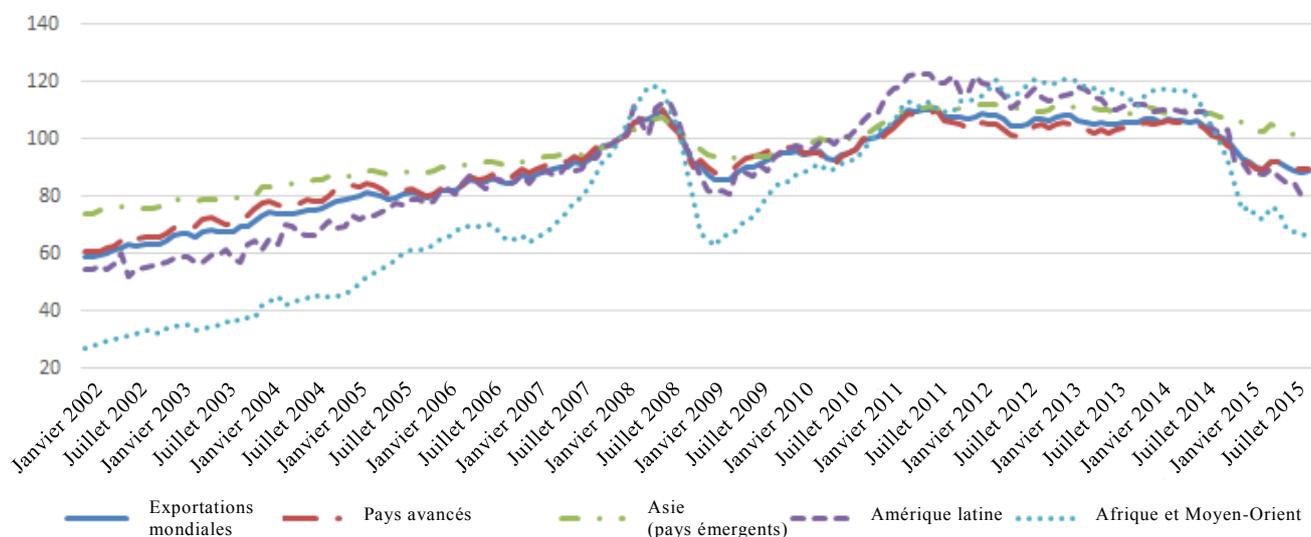


Note : 100 = janvier 2008.

Source : Bureau d'analyse des politiques économiques des Pays-Bas (CPB), 2015, World Trade Monitor, disponible à l'adresse : <http://www.cpb.nl/en/data> (consultée le 25 janvier 2016).

11. La baisse de la demande extérieure et la vigueur de la concurrence internationale sont encore plus évidentes lorsque l'on examine les valeurs unitaires des exportations pour différents groupes de produits et différentes régions (voir fig. 2 et 3). Ces valeurs restent très inférieures aux pics d'avant la crise dans l'ensemble des pays en développement. L'Asie obtient plutôt de meilleurs résultats, grâce aux articles manufacturés à bas coût qui représentent une grande partie de ses exportations – les autres régions en développement exportant surtout des matières premières et des produits de base. L'Afrique et le Moyen-Orient sont les régions où les valeurs unitaires des exportations sont retombées aux mêmes niveaux qu'au plus fort de la Grande Récession. De nombreux pays pauvres – en particulier, les pays les moins avancés – restent donc vulnérables, si bien qu'on ne peut tenir pour acquis les progrès accomplis au titre des objectifs du Millénaire pour le développement, ni, a fortiori, la réalisation des objectifs de développement durable.

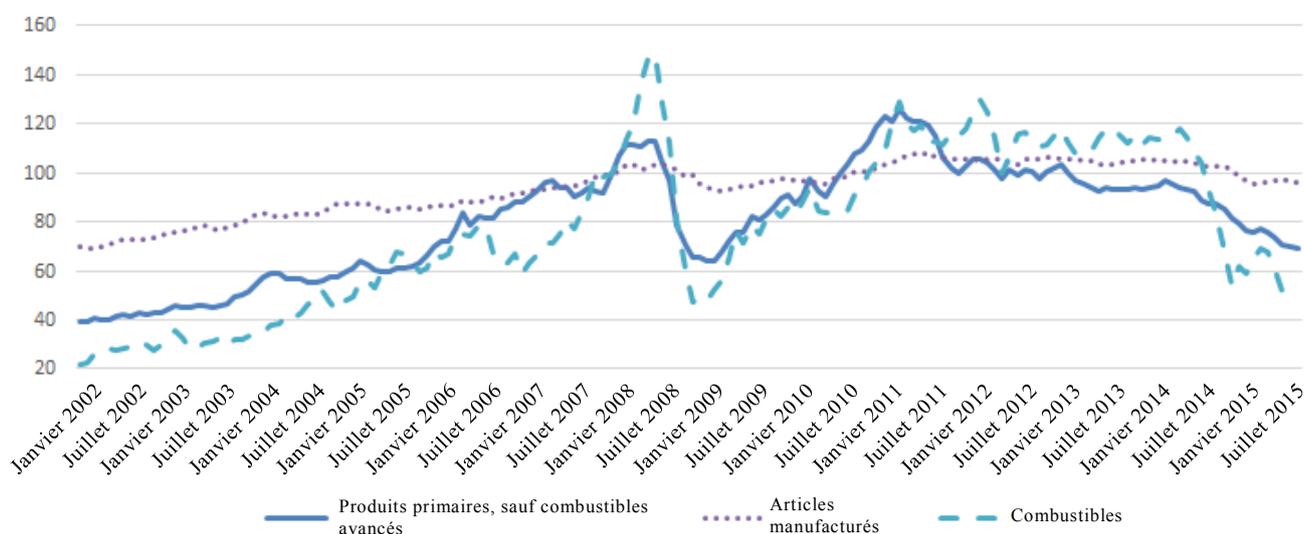
Figure 2
Dynamique du commerce mondial, indices mensuels, janvier 2002-octobre 2015 :
Valeur unitaire des exportations par région



Note : 100 = janvier 2008.

Source : Bureau d'analyse des politiques économiques des Pays-Bas (CPB), 2015.

Figure 3
Dynamique du commerce mondial, indices mensuels, janvier 2002-octobre 2015 :
Valeur unitaire des exportations d'articles manufacturés et prix des produits de base



Note : 100 = janvier 2008.

Source : Bureau d'analyse des politiques économiques des Pays-Bas (CPB), 2015.

12. Pendant les années qui ont précédé ou qui ont directement suivi la crise financière, beaucoup de pays en développement, notamment en Afrique et en Amérique latine, ont largement compté sur le fait que les prix des produits de base resteraient élevés, voire augmenteraient. Beaucoup ont affecté des ressources à leurs secteurs primaires, dans l'idée de développer leurs capacités productives et d'accroître leurs recettes d'exportation. Mais le renversement de tendance amorcé en 2011 –

généralement considéré comme marquant la fin de la phase ascendante du dernier supercycle des produits de base – met en péril à la fois la stabilité macroéconomique à court terme et la viabilité des stratégies de développement axées sur les produits primaires. La spéculation financière jouant un grand rôle dans la détermination des prix des produits de base, la volatilité risque de devenir une constante, indépendamment de l'état des fondamentaux de ce marché². À court comme à moyen terme, la stabilité macroéconomique et la résilience dépendent dans une large mesure de la structure de la production nationale. Lorsque cette production est peu diversifiée et repose, par exemple, sur les industries extractives ou les produits primaires, le pays concerné ressent plus durement et plus durablement les effets de la récession et s'expose à de fortes variations des taux de change et d'autres grands indicateurs macroéconomiques.

3. Dynamique des taux de change et des flux de capitaux

13. Des marchés financiers volatils peuvent fausser les signaux de prix sur d'autres marchés que ceux des produits de base. Les mouvements de capitaux peuvent avoir autant d'effets sur les taux de change que les mesures prises par une banque centrale (en matière de taux d'intérêt et de change, par exemple), comme il ressort de la représentation combinée des taux de change et des flux de capitaux (voir fig. 4). Depuis le début des années 2000, les entrées de capitaux privés dans les pays en développement et les pays en transition ont beaucoup augmenté. Exprimées en part du revenu national brut, elles sont passées de 2,8 % en 2002 à 5 % en 2013, après avoir culminé à 6,6 % en 2007 et à 6,2 % en 2010. Le ralentissement de l'activité économique a fait naître la crainte d'un reflux soudain ou massif de ces capitaux, que la volatilité accrue des marchés ces derniers mois a accentuée.

14. Ces flux de capitaux sont autant le résultat des décisions prises par les gouvernements des pays développés que de l'amélioration des indicateurs fondamentaux dans les pays destinataires. Avant la crise financière, ce sont l'emprunt et l'appréciation des actifs qui étaient à l'origine de la forte hausse de la consommation et de la bulle d'investissement dans certains grands pays développés, et de l'accroissement des exportations nettes dans d'autres. Après l'effondrement qui a inévitablement suivi, les mesures d'assouplissement quantitatif appliquées par les pays développés, conjuguées aux politiques d'austérité budgétaire, ont continué de faire affluer les liquidités dans le secteur privé, perpétuant dans une large mesure les modèles en vigueur avant la crise.

15. Aujourd'hui, les pays en développement assistent à la quatrième baisse des entrées de capitaux depuis la crise financière (voir fig. 4)³, et cette tendance devrait se maintenir, au vu du relèvement récent des taux d'intérêt aux États-Unis et de la détérioration des perspectives économiques, illustrée notamment par la baisse des prix des produits de base et la lenteur de la reprise économique mondiale. Les sorties de capitaux exercent une pression à la baisse sur les taux de change, si bien qu'il devient plus difficile pour les pays d'obtenir les devises dont ils ont besoin pour payer leurs créanciers étrangers et financer leurs importations.

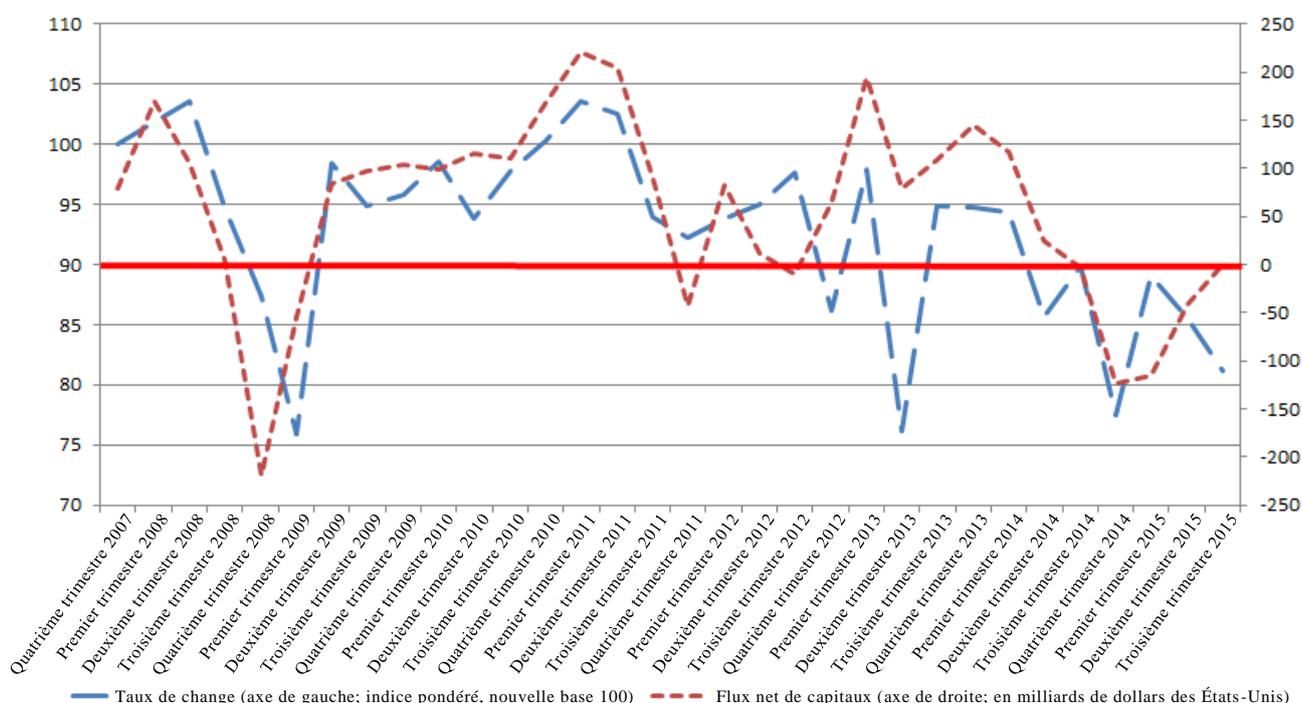
16. Dans de nombreux pays en développement, l'abondance de capitaux à bon marché dans les années 2000 a encouragé les acteurs privés et publics à s'endetter

² D. Bicchetti et N. Maystre, 2013, The synchronized and long-lasting structural change on commodity markets : Evidence from high-frequency data, *Algorithmic Finance*, 2:233-239; CNUCED, 2011, *Price Formation in Financialized Commodity Markets : The Role of Information* (New York et Genève, publication des Nations Unies).

³ Voir aussi : CNUCED, 2015, When the Tide Goes Out : Capital Flows and Financial Shocks in Emerging Markets, Synthèse de la CNUCED n° 40.

davantage. Entre 2000 et 2007, la dette de ces pays (hors secteur financier) a augmenté de 8 100 milliards de dollars. Son montant initial était relativement faible, et les signes de fragilité financière étaient masqués par des taux de croissance élevés et l'allègement de la dette des pays en développement les plus pauvres. Entre 2007 et 2014, l'endettement s'est creusé, augmentant de 23 000 milliards de dollars. Il représentait en moyenne plus de 120 % du PIB, voire nettement plus dans un certain nombre de pays⁴.

Figure 4
Flux nets cumulés de capitaux et indice pondéré du taux de change, certains pays émergents, quatrième trimestre 2007-troisième trimestre 2015



Notes : 100 = quatrième trimestre 2007. Des estimations partielles des flux nets de capitaux sont données pour le troisième trimestre 2015. Les pays considérés sont les suivants : Afrique du Sud, Brésil, Chine, Fédération de Russie, Inde, Indonésie, Malaisie, Mexique, Thaïlande, Turquie et Ukraine.

Source : Calculs du secrétariat de la CNUCED, d'après les données provenant de Thomson Reuters Eikon et des banques centrales nationales.

17. Les pays en développement sont par nature des maillons faibles du système des paiements internationaux. La plupart de leurs monnaies ne sont pas considérées comme des monnaies internationales de réserve. En cas de crise, de sorties massives de capitaux et de variations des taux de change, ils sont donc confrontés à des écarts de change importants dans leurs bilans privés et publics, faute de pouvoir payer leurs dettes extérieures avec leur monnaie nationale. De plus, comme nous l'avons vu, les pays en développement – en particulier, les pays les moins avancés – sont fortement tributaires de leurs recettes d'exportation et de leurs réserves pour surmonter les problèmes de balance des paiements et faire face à l'instabilité des marchés financiers internationaux. Aux facteurs extérieurs de vulnérabilité peuvent s'ajouter des facteurs intérieurs, lorsque des actifs (généralement, des biens immobiliers et des actions, voire

⁴ McKinsey Global Institute, 2015, Debt and (not much) deleveraging, disponible à l'adresse : http://www.mckinsey.com/insights/economic_studies/debt_and_not_much_deleveraging (consultée le 25 janvier 2016).

des marchandises) ont été donnés en garantie. L'État doit alors intervenir pour sauver les secteurs d'importance systémique et mettre un terme à la baisse des prix intérieurs.

18. Cumulés, le ralentissement généralisé de la croissance et du commerce et l'extrême instabilité de l'économie mondiale posent de sérieux obstacles à la réalisation des objectifs de développement durable et requièrent l'adoption de contre-mesures aux niveaux national, régional et mondial, à la fois à court et à long terme.

II. La politique macroéconomique au service de la résilience à court terme

19. En raison de la précarité de la situation économique mondiale, les pays en développement sont actuellement exposés à des risques graves, qui peuvent prendre la forme de chocs commerciaux, financiers ou d'autre nature, et déboucher sur une crise (voir chap. I). C'est pourquoi, comme le souligne la cible 13 de l'objectif de développement durable 17, il est important qu'ils développent une résilience à court terme qui leur permette de supporter ces chocs et leurs effets. À cette fin, des enseignements pourraient être tirés de l'expérience des pays qui ont réussi à surmonter des chocs similaires et à atténuer leurs effets négatifs sur la croissance, l'emploi et la situation des groupes les plus vulnérables, grâce à des mesures anticycliques et à d'autres instruments de politique économique.

20. Au lendemain de la crise financière, un certain nombre de pays en développement ont réagi en encourageant l'expansion monétaire et budgétaire. Sur le plan monétaire, beaucoup de pays asiatiques ont très rapidement adopté des politiques expansionnistes. L'Indonésie, la Malaisie, les Philippines, la République de Corée, la Thaïlande et la Turquie ont réduit leurs taux directeurs, parfois déjà faibles; la Chine et l'Inde ont abaissé leurs taux directeurs et leurs taux de réserves obligatoires. La République de Corée a considérablement réduit son taux directeur, malgré la forte dépréciation de sa monnaie vers la fin 2008. Les pays d'Amérique latine, comme le Brésil, le Chili, le Mexique et le Pérou, ont d'abord opté pour des politiques monétaires restrictives, mais ont rapidement changé de tactique et imité les pays asiatiques en adoptant des politiques expansionnistes⁵.

21. Sur le plan budgétaire, l'Asie a aussi été la première à ouvrir la voie. La Chine a mis en place un ensemble de mesures budgétaires expansionnistes particulièrement ambitieux, représentant plus de 13 % du PIB. D'autres pays, dont la Malaisie, la République de Corée, Singapour et la Thaïlande, ont suivi son exemple. Contrairement aux pays développés, qui ont mis l'accent sur les réductions d'impôts, ces pays ont surtout été attentifs aux dépenses directes, en particulier, celles relatives aux projets d'infrastructure. En Amérique latine, la relance budgétaire est passée par des allègements fiscaux et par l'accélération des investissements publics. Au Brésil, les mesures de relance ont englobé des crédits d'impôt, une hausse de l'investissement public et un vaste programme de logements. Le Chili et le Pérou ont augmenté leurs dépenses publiques, en puisant dans les ressources qu'ils avaient accumulées dans des fonds de stabilisation. Leur marge d'action budgétaire étant moindre, ces pays ont choisi de répartir leurs dépenses autrement et de privilégier les activités ayant le plus d'impact sur la production et l'emploi. Ils ont en outre renforcé leurs programmes de protection sociale, par exemple, en relevant les montants du salaire minimum et des pensions de retraite, dans le but non seulement de protéger les plus vulnérables, mais aussi de soutenir l'emploi et la demande globale. De tels programmes ont été adoptés

⁵ CNUCED, 2009, *Rapport sur le commerce et le développement, 2009* (New York et Genève, numéro de vente F.09.II.D.16, publication des Nations Unies)

aussi bien par des grands pays comme l'Argentine et la Colombie que par des pays plus petits, comme le Costa Rica, El Salvador, le Guatemala et le Honduras.

22. D'autres régions et pays en développement ont aussi opté pour des politiques expansionnistes. En Afrique, des programmes de relance budgétaire ont été adoptés par plusieurs pays (Afrique du Sud, Égypte, Kenya, Maroc, Maurice, Ouganda, République-Unie de Tanzanie et Tunisie). L'Afrique du Sud, le Botswana et Maurice ont pris des mesures d'assouplissement monétaire en abaissant leurs taux directeurs⁶. D'autres pays en développement, dont des pays producteurs de pétrole comme le Kazakhstan et la Fédération de Russie, ont adopté des programmes de relance budgétaire ou consacré leurs ressources disponibles au sauvetage des secteurs financiers qui avaient été frappés de plein fouet par la crise⁷.

23. Enfin, les réserves de change et les mesures financières ont aussi joué un rôle essentiel dans l'arsenal déployé par les pays pour faire face à la crise. Les réserves de change ont été importantes pour influencer les attentes des marchés, et ont servi à corriger les déficits de balance des paiements et à empêcher les taux de change de dégringoler. Une chute libre des taux aurait en effet eu des conséquences désastreuses sur les bilans des entreprises financières et non financières, en plus de faire bondir l'inflation et, ainsi, d'éroder les revenus réels des ménages, surtout les plus pauvres. De leur côté, les mesures financières ont servi à prévenir l'aggravation de la crise du crédit et à soutenir la demande globale. Au Brésil, par exemple, les banques publiques ont grandement facilité l'accès au crédit afin de contrebalancer les conditions plus strictes d'octroi de prêts appliquées par les banques privées.

24. Dans la plupart des cas, les pays qui sont parvenus à surmonter la crise en appliquant des mesures anticycliques (entre autres) sont ceux qui ont su tirer les leçons de crises antérieures et, peu à peu, renforcer leur résilience aux chocs, en se dotant d'instruments ad hoc et en agissant sur leur environnement. Par exemple, ils ont constitué des réserves de change, réduit leur endettement public et adopté des régimes de change plus souples. Ils ont surtout mis en place des mécanismes budgétaires anticycliques, qui sont aujourd'hui considérés comme essentiels pour atténuer les effets des crises. Certains pays fortement tributaires des recettes provenant des produits de base ont créé des fonds, dits « de stabilisation », dans le but de se prémunir contre l'instabilité des marchés. Le fonds de réserve des recettes pétrolières en Angola, le fonds de soutien à la filière du coton au Burkina Faso, le fonds de compensation du cours du cuivre au Chili et le compte de l'excédent de recettes pétrolières au Nigéria sont quelques-uns de ces fonds qui ont été créés en vue de lisser progressivement les dépenses publiques. Malheureusement, peu de pays tributaires des exportations de produits de base possèdent ce type d'instruments, si bien qu'ils ne peuvent résister à des chocs sans une assistance extérieure (voir chap. IV).

25. Pendant la crise financière, tous les pays n'ont pas eu accès aux mêmes outils, loin s'en faut. Un certain nombre de pays qui avaient pâti des crises antérieures ont réduit leur exposition aux chocs et renforcé leur capacité d'action, mais beaucoup d'autres, notamment les pays à faible revenu, n'ont pas eu les moyens budgétaires et/ou financiers de maintenir la consommation et de relancer l'activité économique. Il faut dire que, au début de la crise, leur dette publique représentait une part importante de leur PIB, leurs réserves – exprimées en nombre de mois d'importations – étaient faibles et leurs balances courantes, largement déficitaires.

⁶ L. Kasekende, Z. Brixova et L. Ndikumana, 2010, Africa's Counter-Cyclical Policy Responses to the Crisis, *Journal of Globalization and Development*, 1(1):1-20.

⁷ CNUCED, 2009; CNUCED, 2011, *Rapport sur le commerce et le développement, 2011* (New York et Genève, numéro de vente F.11.II.D.3, publication des Nations Unies).

26. Compte tenu de ces indicateurs, leur marge d'action budgétaire (ou leur capacité de réagir) était très limitée. De plus, bon nombre de ces pays n'avaient pas la structure économique adéquate pour assurer une stabilité durable et une reprise rapide. Les exportations étaient très peu diversifiées, étant constituées pour plus de moitié d'un seul produit. Dans de nombreux cas, il n'existait pas de dispositifs de protection sociale pour venir en aide aux groupes les plus vulnérables. En outre, la plupart des pays en question avaient souscrit à des programmes du Fonds monétaire international, notamment caractérisés par des objectifs d'inflation très bas, la recherche de l'équilibre budgétaire, des dépenses insuffisantes en faveur de la croissance et une marge d'action inexistante pour faire face aux chocs, qui restreignaient encore leur capacité d'appliquer des politiques macroéconomiques expansionnistes⁸. Toutefois, il importe de noter que cette situation n'est pas inéluctable et qu'elle peut être influencée par l'action des pouvoirs publics, qui décident, par exemple, d'augmenter les recettes à court terme ou de relever les objectifs d'inflation ou de déficit budgétaire⁹. On peut aussi trouver des moyens innovants de sortir d'une crise. En d'autres termes, si les mesures de relance peuvent être d'ordre budgétaire parce qu'il existe une certaine marge d'action dans ce domaine, elles n'y sont pas limitées. En effet, lorsque cette marge est étroite, les pays disposent encore d'une certaine latitude pour stimuler la relance par d'autres moyens¹⁰. Les instruments de politique monétaire en sont un exemple. L'assouplissement de la politique monétaire est actuellement envisageable dans un certain nombre de pays en développement, où les tensions inflationnistes pourraient être maîtrisées, au vu du niveau très faible de l'inflation mondiale. Ainsi, lorsque la marge d'action budgétaire est limitée, il faut chercher à agir sur un autre plan – par exemple, procéder à un assouplissement de la politique monétaire en accord avec des objectifs d'inflation plus élevés (mais modérés) ou inciter les banques à accorder des prêts qui serviront à investir dans le secteur productif et à créer des emplois décents.

27. Comme nous l'avons vu, les mesures monétaires de relance peuvent prendre la forme d'une baisse des taux directeurs et des taux de réserves obligatoires, et les mesures financières peuvent consister à faire appel aux banques publiques pour orienter les crédits vers les secteurs productifs, les petites et moyennes entreprises, et les pauvres. Un autre moyen d'action, qui n'a pas occupé une place de premier plan pendant la dernière crise, mais qui a été employé lors de crises antérieures, est le contrôle des sorties de capitaux. La Malaisie, par exemple, en a fait usage au cours de la crise financière qui a secoué l'Asie de l'Est à partir de 1997 et a rapidement redressé son économie. Ce moyen d'action convient particulièrement bien aux pays à faibles réserves internationales. Fait important, il permet de pratiquer une politique monétaire expansionniste et empêche une dévaluation excessive de la monnaie. La marge d'action tient donc moins à la disponibilité des moyens d'action, utilisés indépendamment les uns des autres, qu'au degré de liberté dont les gouvernements bénéficient pour gérer leur politique macroéconomique, c'est-à-dire pour se servir simultanément de différents instruments afin d'en maximiser les effets. C'est une condition indispensable pour que les gouvernements puissent lutter contre les récessions et les crises, maintenir le niveau d'activité économique, de revenu et d'emploi du pays et, au bout du compte, protéger ses structures productives pour la prochaine phase d'expansion et aider les personnes pauvres et les personnes les plus vulnérables.

⁸ R. Gottschalk, 2015, The effectiveness of International Monetary Fund/World Bank-funded poverty reduction strategy papers, in : Y Bangura, ed., *Developmental Pathways to Poverty Reduction* (Londres, Palgrave Macmillan). (Ce chapitre traite du manque de souplesse de la Facilité pour la réduction de la pauvreté et pour la croissance du FMI.)

⁹ CNUCED, 2014.

¹⁰ R. Gottschalk et L. Bolton, 2009, Macroeconomic Policy, Stimuli, Aid and Budgeting : What Options?, *Institute of Development Studies Bulletin*, 40(5):78-88.

III. La politique industrielle au service de la résilience à long terme

28. L'importance cruciale de l'industrialisation pour le développement durable est pris en compte dans l'objectif de développement durable 9 – promouvoir une industrialisation durable qui profite à tous, bâtir une infrastructure résiliente et encourager l'innovation. Toutefois, les chocs et les crises économiques d'origine extérieure mettent en péril non seulement la stabilité macroéconomique à court terme, mais également les perspectives d'industrialisation et de croissance à long terme, étant donné que le développement dépend d'une certaine trajectoire. Le développement des capacités productives et des institutions peut être gravement compromis ou fortement influencé par les chocs macroéconomiques et une fragilité persistante dans ce domaine, par exemple lorsqu'une réduction des investissements d'infrastructures publiques au profit du service de la dette extérieure abaisse la rentabilité des investissements privés, ou que la volatilité des taux de change, alimentée par la volatilité des flux de capitaux, affaiblit la compétitivité des exportations et freine l'industrialisation. Heureusement, ce lien de cause à effet fonctionne dans les deux sens; l'industrialisation et la diversification vers des activités plus productives peuvent atténuer la vulnérabilité d'un pays aux chocs extérieurs, renforçant les arguments développementalistes en faveur de la politique industrielle.

29. La plupart des trajectoires de développement qui ont été couronnées de succès ont en commun ces caractéristiques essentielles : la diversification au profit d'activités autres qu'agricoles et la production de biens traditionnels. Peu à peu, le travail et le capital se réorientent vers le secteur manufacturier, les secteurs de services et les secteurs d'activités économiques modernes, favorisant une hausse de la productivité et du revenu. Les pays avancés produisent une large gamme de biens et de services et, en général, ne dépendent d'aucun secteur en particulier. La diversification est aussi étroitement liée à la résilience économique (c'est-à-dire la capacité qu'a un pays de se relever rapidement des chocs qui le font dévier de sa trajectoire de croissance et ralentissent son économie). La résilience économique peut résulter du relèvement spontané d'un pays (par exemple, à la faveur d'une hausse de la demande de ses produits) ou de l'évolution des structures sectorielles ou du marché du travail (lorsque les facteurs de production s'orientent vers des secteurs plus productifs), ou encore de changements économiques moins profonds (par exemple, lorsque les entreprises existantes adoptent de meilleures technologies et de meilleures structures ou élaborent de nouveaux produits). Dans une économie suffisamment diversifiée, les réactions ci-après s'enchaînent, en principe, naturellement¹¹ :

a) La base de production et d'exportations étant plus large, il est plus probable que le choc économique sera compensé par des variations de prix favorables à d'autres secteurs de l'économie nationale;

b) La diversité de la production devrait aussi faciliter le redéploiement de la main-d'œuvre et du capital vers des secteurs moins touchés par le choc;

c) Les pays dont l'économie est diversifiée comptent en général des entreprises dynamiques qui sont capables de s'adapter rapidement à l'évolution du marché en adoptant de nouvelles technologies ou de nouvelles formes d'organisation.

¹¹ E. Hill, T. St. Clair, H. Wial, H. Wolman, P. Atkins, P. Blumenthal, S. Ficencet et A. Friedhoff, 2011, « Economic shocks and regional economic resilience », Network on Building Resilient Regions de la Macarthur Foundation, document de travail n° 2011-03.

30. Des recherches empiriques menées récemment confirment que les pays dont la structure de production est plus diversifiée tendent à être plus résilients et plus stables sur le plan de la production, de la consommation et de l'investissement¹². Ayant étudié les rapports entre diversification et instabilité pendant les périodes de diversification rapide, Papageorgiou et Spatafora (2012) ont recensé 61 épisodes de ce type au cours des cinquante dernières années, dont les exemples bien connus du Chili, de la Malaisie et de la Thaïlande dans les années 1970 et 1980. Selon l'étude, pendant ces épisodes, les variations de la croissance de la production ont baissé en moyenne de 17 % dans les pays en développement¹³. La diversification géographique contribue également à réduire ces variations. En effet, les pays dont les exportations sont géographiquement concentrées risquent davantage d'être gagnés par l'instabilité de leurs partenaires commerciaux et sont plus exposés aux chocs extérieurs. Réciproquement, lorsque les variations dans différents pays ou régions ne sont pas fortement corrélées, la diversification géographique des partenaires internationaux réduit l'exposition aux chocs extérieurs¹⁴.

31. Dans le contexte actuel, caractérisé par l'intégration mondiale croissante du commerce et de la production, l'enjeu fondamental pour les pays en développement est de faire de leur participation au commerce et aux réseaux de production mondiaux l'un des éléments d'une stratégie de développement centrée sur la formation rapide de capital, la diversification économique, la modernisation technologique et la création d'emplois de qualité. À cet égard, il importe de noter que la première génération de nouveaux pays industriels d'Asie de l'Est a notamment opté pour le remplacement des importations (associé à la promotion des exportations), dans le but de passer de l'assemblage de composants importés à la production locale de ces pièces¹⁵.

32. De nombreux pays en développement envisagent actuellement de prendre des mesures actives, la politique industrielle étant redevenue une de leurs priorités¹⁶. Bien que l'imitation pure et simple soit impossible au vu des contraintes et des difficultés propres à chaque pays, un certain nombre d'enseignements d'ordre général peuvent être tirés des cas d'industrialisation réussie.

33. Premièrement, il est essentiel d'adopter une politique macroéconomique plus globale en faveur de la croissance. Il faut pour cela se doter d'une panoplie complète d'instruments macroéconomiques visant à la fois à stimuler l'investissement et à contrer tout effet néfaste que l'instabilité et les chocs économiques pourraient avoir sur le bien-être social et la formation de capital. En Chine, par exemple, la deuxième moitié de l'ère des réformes (début des années 1990) a été caractérisée par des investissements d'infrastructure importants et la modernisation de l'industrie. C'est alors que s'est engagé « un processus d'industrialisation axé sur l'intensification du

¹² Voir par exemple A. M. Mobarak, 2005, « Democracy, volatility and economic development », *The Review of Economics and Statistics*, 87:348-361; W. Moore et C. Walkes, 2010, « Does industrial concentration impact on the relationship between policies and volatility? », *International Review of Applied Economics*, 24:179-202.

¹³ C. Papageorgiou et N. Spatafora, 2012, « Economic diversification in low-income countries: Stylized facts and macroeconomic implications », IMF Staff Discussion Note SDN/12/13.

¹⁴ A. Farshbaf, 2012, « Does geographical diversification in international trade reduce business cycle volatility? », disponible à l'adresse : http://www-scf.usc.edu/~farshbaf/job_market_paper_arian_farshbaf.htm (consultée le 25 janvier 2016).

¹⁵ CNUCED, 1994, *Rapport sur le commerce et le développement, 1994* (New York et Genève, numéro de vente F.94.II.D.26, publication des Nations Unies); CNUCED, 1997, *Rapport sur le commerce et le développement, 1997* (New York et Genève, numéro de vente F.97.II.D.8, publication des Nations Unies).

¹⁶ Voir par exemple J. M. Salazar-Xirinachs, I. Nübler et R. Kozul-Wright (sous la direction de), 2014, *Transforming Economies : Making Industrial Policy Work for Growth, Jobs and Development* (Genève, Organisation internationale du Travail); UNCTAD, 2015, *Rapport 2015 sur la technologie et l'innovation* (New York et Genève, numéro de vente F.15.II.D.3, publication des Nations Unies).

capital et tiré par l'investissement, mis en œuvre principalement par des entreprises publiques dans différents secteurs de base et par des sociétés transnationales dans des secteurs à plus haute technicité. Associés à une abondante main-d'œuvre bon marché, ces investissements ont créé une forte dynamique d'exportation. Entre 1998 et 2002, les dirigeants de l'État chinois ont réorienté leur politique pour bâtir une *société harmonieuse*, cessant de se concentrer exclusivement sur la croissance et les réformes axées sur le marché pour prêter une plus grande attention aux résultats sociaux et environnementaux, particulièrement en ce qui concerne l'accroissement des inégalités et la fragmentation de la société¹⁷. ».

34. Deuxièmement, compte tenu des liens étroits entre investissement et diversification et de l'importance de financer l'investissement au moyen des bénéfices non distribués, les États doivent faire en sorte que les entreprises réalisent des bénéfices supérieurs à ceux qui résulteraient des seules forces du marché, et veiller à ce que ces bénéfices soient mis au service d'un programme de diversification et de transformation de la production. L'accélération de la croissance en Asie de l'Est à partir du début des années 1980 repose sur une relation entre les États et le secteur privé, dans laquelle les gouvernements ont créé les conditions nécessaires à l'augmentation des bénéfices, tandis que les entreprises investissaient une part importante de leurs bénéfices au lieu de les distribuer sous forme de dividendes¹⁸.

35. Troisièmement, si la plupart des instruments budgétaires et autres peuvent être appliqués volontairement à certains secteurs pendant certaines périodes, l'investissement doit absolument être promu dans les secteurs qui ont le plus fort potentiel en matière de perfectionnement des compétences, d'économies d'échelle et d'accroissement de la productivité et dont le retour sur investissement sera donc le meilleur. Le choix des secteurs qui doivent être soutenus par la politique industrielle varie en fonction des atouts de chaque pays et de ses avantages comparatifs dynamiques potentiels. En Amérique du Sud, par exemple, le Brésil – pays aux infrastructures industrielles déjà bien développées – accorde la priorité à des secteurs tels que les biens d'équipement, l'électronique et l'industrie pharmaceutique; l'Uruguay, compte tenu des limites imposées par la petite taille de son marché intérieur, promeut la biotechnologie, les technologies de l'information et de la communication et les secteurs culturels.

36. Enfin, il importe de souligner que, pour être efficace, la mise en œuvre d'une telle stratégie de diversification passe par la création d'une structure adéquate fondée sur des institutions publiques et des institutions privées, et en particulier par la mise en place d'une fonction publique forte et compétente. Les pays qui ont réussi à se diversifier ont fait montre de ce que l'on a appelé une « efficacité d'adaptation », en se dotant d'institutions qui ont offert un environnement économique stable aux activités existantes pour leur permettre de prospérer, tout en ménageant une place et en apportant un appui aux nouvelles activités et à la modernisation technologique.

IV. Perspectives de coopération

37. Pour surmonter les problèmes que les crises récurrentes et la stagnation séculaire font peser sur la résilience économique et le développement durable, il est nécessaire d'accroître l'efficacité et la transparence des institutions qui participent à la gouvernance économique mondiale. Notamment, les politiques macroéconomiques expansionnistes et les réformes des normes financières sont plus efficaces si leur mise

¹⁷ J. M. Salazar-Xirinachs, I. Nübler et R. Kozul-Wright (sous la direction de), 2014.

¹⁸ CNUCED, 2004, *Rapport sur le commerce et le développement, 2004* (New York et Genève, numéro de vente F.04.II.D.29, publication des Nations Unies).

en œuvre est coordonnée au niveau international. Les structures institutionnelles devraient être plus ouvertes et plus participatives, et permettre à terme de lutter contre les causes durables des cycles d'expansion et de contraction et d'en réduire l'impact sur les pays en développement. De plus, il existe un fort potentiel de collaboration et de partenariat à plus petite échelle, comme le montrent l'histoire de la coopération Nord-Sud et les nouveaux modèles de coopération Sud-Sud et de partenariat triangulaire. Ces questions sont globalement prises en compte dans la série de cibles liées à l'objectif de développement durable 17, qui est axé sur la revitalisation du Partenariat mondial pour le développement durable.

38. S'agissant de la coopération Sud-Sud, comme les participants aux précédentes sessions de la Réunion d'experts pluriannuelle l'ont souligné, la coopération économique entre pays en développement dans les domaines du financement, du commerce, de l'investissement et de la technologie peut remédier aux distorsions et aux lacunes existant au sein du système économique international. La coopération Sud-Sud repose sur la compréhension réciproque et contribue de façon importante à l'établissement de partenariats plus ouverts entre des pays dont les conditions socioéconomiques présentent certaines similarités structurelles ou régionales. La coopération facilite le renforcement des capacités institutionnelles et donne aux pays participants des moyens politiques et techniques d'agir face aux chocs extérieurs et aux insuffisances des institutions mondiales et régionales qui ont des incidences sur les objectifs de développement et sur la demande mondiale.

39. Comme indiqué plus haut, beaucoup de pays en développement ont essayé d'éviter les cycles d'expansion et de contraction et d'accroître leur résilience à court terme en constituant d'importantes réserves internationales pour se prémunir contre les chocs extérieurs. Or, l'accumulation de telles réserves peut comporter un coût d'opportunité non négligeable, surtout si elle est financée par l'emprunt, d'où l'inquiétude suscitée par la baisse récente des réserves de nombreux pays en développement. S'ils adoptaient une approche plus coordonnée des mécanismes extérieurs de protection contre les déséquilibres macroéconomiques, les pays ressentiraient moins le besoin de constituer de vastes réserves extérieures pour contrer les effets des cycles mondiaux d'expansion et de contraction.

40. On voit déjà apparaître certaines possibilités de coordination monétaire. Par exemple, en octobre 2008, la Réserve fédérale des États-Unis a conclu des accords de swap avec quatre pays émergents, à savoir le Brésil, le Mexique, la République de Corée et Singapour. La Banque centrale européenne, la Banque de Suède et la Banque nationale suisse ont aussi conclu des accords de swap et des opérations de pension avec des pays d'Europe centrale et orientale. En 2010, l'Initiative de Chiang Mai a été multilatéralisée et un organe de surveillance – le Bureau de recherche macroéconomique de l'ASEAN +3 (Association des nations de l'Asie du Sud-Est +3) – a été créé pour détecter tout nouveau risque et fournir des services d'analyse des politiques à ses États membres. Ceux-ci sont autorisés à emprunter un montant équivalant au montant de leur cotisation multipliée par un certain facteur, qui est d'autant plus élevé que le pays est vulnérable. En 2014, l'accord portait sur une somme totale de 240 milliards de dollars, contre 120 milliards de dollars à l'origine. Les lignes de swap n'ont cependant jamais été utilisées, peut-être parce que pour obtenir un montant de liquidités appréciable, il faut souscrire à un programme du Fonds monétaire international, assorti de conditionnalités semblables à celles qui ont rendu impopulaires les programmes mis en œuvre après la crise financière asiatique.

41. Le Fonds latino-américain de réserve et le Fonds monétaire arabe sont également des approches régionales intéressantes. Ils assurent le soutien de la balance des paiements en adaptant leurs conditions de prêt à la situation de chaque emprunteur. La Banque populaire de Chine a signé 32 accords bilatéraux de swap avec des pays

développés et des pays en développement pour faciliter le commerce et l'investissement. Comme les programmes tels que l'Initiative de Chiang Mai, ces accords peuvent améliorer la sécurité à court terme des pays en développement et réduire le besoin qu'ils ont d'accumuler des réserves extérieures. Les pays peuvent investir une partie de ces ressources dans des projets à long terme pour développer leurs infrastructures ou diversifier leur structure économique.

42. Le commerce régional peut élargir un marché et permettre aux pays en développement d'une région de créer une demande pour les produits de leurs voisins autres, en resserrant leurs liens commerciaux et leurs liens d'investissement. Il est crucial de déterminer quels sont les principaux obstacles à l'intégration régionale pour promouvoir le commerce régional et stimuler les capacités productives. Les conditions à réunir pour que le commerce devienne un moteur de croissance dans un processus d'intégration régionale suggèrent qu'il est nécessaire d'aller au-delà de la libéralisation et de la facilitation du commerce pour intégrer la politique commerciale dans un dispositif qui vise à accroître les capacités de production nationales et régionales¹⁹. Lorsque la demande mondiale est insuffisante et que l'environnement commercial est défavorable, les stratégies de croissance tirée par les exportations n'offrent guère de perspectives. Pour s'adapter à la nouvelle dynamique de l'économie mondiale, il faut alors forcément se tourner davantage vers les marchés régionaux et les marchés intérieurs. Or, l'intégration régionale se heurte à des problèmes à différents niveaux, et les solutions passent peut-être par tout une série de politiques et de mesures institutionnelles.

43. La possibilité de passer rapidement à une stratégie de croissance plus axée sur la demande régionale dépend de l'étroitesse des liens existant entre la composition sectorielle de la production intérieure et la demande des différents pays. Ces liens sont souvent particulièrement faibles dans les pays où les produits de base représentent une forte proportion des exportations. L'intégration régionale est plus difficile à réaliser lorsque les pays ont des capacités de production peu développées et une économie peu diversifiée; en effet, les pays qui produisent principalement des produits de base ne seront pas en mesure de répondre aux besoins croissants de leurs voisins en articles manufacturés et en biens d'équipement. C'est pourquoi il existe une relation positive entre le potentiel d'intégration régionale et les politiques conçues pour renforcer la stabilité macroéconomique à long terme.

44. Dans une approche globale du développement, le commerce régional peut aussi être encouragé par la coordination des investissements dans des domaines stratégiques tels que les transports régionaux et d'autres infrastructures d'appui. La question des infrastructures régionales est particulièrement importante pour les 32 pays en développement sans littoral (16 en Afrique, 12 en Asie, 2 en Europe et 2 en Amérique latine), qui ont pour point commun de ne pas avoir d'accès terrestre direct à la mer et qui, en outre, sont souvent éloignés des grands marchés.

45. S'il s'en remet aux seules forces du marché, un pays qui s'engage dans le commerce international n'a généralement guère d'autre choix que de se spécialiser selon la dotation en facteurs de production (avantages comparatifs) qu'il a héritée du passé. Au contraire, les systèmes de production régionaux s'appuient sur des politiques qui vont au-delà de la libéralisation du commerce pour transformer les structures de production existantes. La coopération formelle porte surtout sur des questions techniques (obstacles au commerce, normes, etc.), mais avec l'intégration de la production et du commerce entre pays voisins, le besoin de coordination et de collaboration se fera davantage sentir. L'accès à des marchés plus vastes, en tant que moyen de réaliser des économies d'échelle et de diversifier la production, est depuis

¹⁹ Voir par exemple CNUCED, 2013, *Rapport 2013 sur le développement économique en Afrique* (Genève, numéro de vente F.13.II.D.2, publication des Nations Unies).

longtemps la raison d'être des arrangements régionaux entre pays en développement. En adoptant une stratégie régionale, les pays risquent certes de devoir renoncer à une partie de leur souveraineté, mais ils peuvent aussi s'attendre à disposer d'une plus grande marge d'action dans les domaines où l'élargissement des marchés et le partage des ressources profitent à l'investissement et à la transformation structurelle. Au fur et à mesure de l'intégration de la production, des institutions régionales devront être créées pour promouvoir une intégration régionale axée sur le développement.

46. Le Programme d'initiatives d'aménagement du territoire, en particulier le couloir de développement de Maputo, lancé par l'Afrique du Sud, montre bien que le développement des infrastructures régionales constitue un préalable à une plus grande intégration régionale de la production. Un autre exemple est le projet coordonné par la Banque asiatique de développement dans le bassin du Mékong, qui a commencé en 1992. On trouve également des exemples de projets régionaux dignes d'intérêt en Amérique latine. L'un des plus aboutis est l'Initiative pour l'intégration des infrastructures régionales d'Amérique du Sud, qui a été lancée en 2000 et promeut les transports, la communication et les infrastructures énergétiques pour favoriser la bonne intégration régionale de 12 pays sud-américains. L'ASEAN a créé une équipe spéciale de haut niveau en 2009 pour élaborer un plan-cadre de connectivité régionale, destiné à assurer la synchronisation des plans sectoriels au niveau de l'Association et de ses différentes sous-régions. Pour financer les infrastructures, ce plan prévoyait des mécanismes novateurs qui pourraient servir d'exemple à d'autres groupements de pays en développement.

47. Non seulement les institutions régionales renforcent le commerce d'un point de vue quantitatif et qualitatif, mais elles favorisent les liens productifs avec l'économie mondiale en définissant les lignes directrices des accords commerciaux multilatéraux et bilatéraux, de telle sorte que les pays en développement puissent accéder aux marchés tout en conservant leur marge d'action pour soutenir des secteurs stratégiques²⁰. La coopération régionale peut jouer le rôle qu'un ancien Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Europe avait attribué à la planification nationale : favoriser la synthèse en créant une structure institutionnelle qui organise les différentes aspirations en un tout cohérent²¹. Les institutions et les engagements régionaux peuvent élargir les possibilités d'investissement à l'échelle régionale et prévenir ainsi le phénomène de course au mieux-disant et les politiques d'égoïsme sacré qui mettent les pays en concurrence sur les marchés extrarégionaux. Enfin, la coopération triangulaire favorise le partage de connaissances et de données d'expérience dans les domaines qui nécessitent des engagements financiers importants parce que les capacités institutionnelles ne sont pas suffisantes ou que les activités en question impliquent une coopération hautement technique.

48. Au-delà de ces arrangements régionaux, l'apparition de nouveaux pôles de croissance dans le Sud peut être mise à profit pour promouvoir plus largement le développement à travers une intégration et une coopération Sud-Sud qui ciblent en particulier les pays les moins avancés. De fait, après une parenthèse de deux décennies, les pays en développement se sont dotés de nouveaux mécanismes institutionnels leur permettant de débattre de leurs besoins et de leurs problèmes mutuels et d'élargir la coopération et l'entraide. Contrairement à la traditionnelle coopération Nord-Sud, les initiatives Sud-Sud s'adressent à des pays partageant les mêmes problèmes de développement et supposent des relations plus égalitaires entre pays donateurs et pays bénéficiaires. Toutefois, les écarts qui se creusent entre les pays émergents et les pays les moins avancés font que le renforcement des capacités

²⁰ Voir CNUCED, 2014.

²¹ G. Myrdal, 1968, *Asian Drama : An Inquiry into the Poverty of Nations* (New York, Twentieth Century Fund).

dans une optique d'État développementiste devrait devenir un important élément de la coopération Sud-Sud, en raison de ses avantages spécifiques par rapport à des formes classiques de coopération pour le développement. À cette fin, il faudra mieux surveiller et évaluer l'ampleur et l'impact de la coopération Sud-Sud, sur la base de critères et d'objectifs ad hoc.

49. Le renforcement des liens Sud-Sud peut aussi aider à appréhender nombre de situations potentiellement défavorables à une croissance et à un développement équitables. En matière de sécurité alimentaire, par exemple, une coopération renforcée entre pays en développement peut contribuer à une amélioration des services de vulgarisation et de soutien agricoles, de la gestion des ressources en eau et de la recherche-développement. D'autres domaines de coopération concernent l'adaptation aux changements climatiques et l'amélioration des interventions en cas de catastrophe naturelle.

V. Questions à approfondir

50. L'analyse présentée dans les sections ci-dessus soulève un certain nombre de questions importantes que les participants à la session souhaiteront peut-être examiner, afin de renforcer la résilience à court et à long terme pour rendre l'économie des pays plus équitable et plus diversifiée, conformément aux objectifs de développement durable :

a) Quels enseignements peut-on tirer des crises passées pour renforcer la résilience macroéconomique à court terme?

b) Dans quelle mesure les pays pourront-ils trouver des moyens novateurs de contrer les effets internes des crises extérieures, en préservant non seulement leur résilience macroéconomique mais également leurs capacités humaines et productives?

c) Quels sont les principaux enseignements tirés des stratégies de développement et de diversification, fructueuses ou non, que les pays en développement ont adoptées par le passé?

d) Comment les pays en développement peuvent-ils mettre à profit une intégration commerciale et financière stratégique dans l'économie mondiale (surtout au niveau Sud-Sud) pour favoriser leur industrialisation et leur diversification?

e) Les disparités en matière de capacités productives sont parfois considérées comme un obstacle à l'intégration régionale. Existe-t-il des exemples de coopération régionale où ces écarts ont été mis au service de l'intégration de la production?

f) Dans quelle mesure une coopération et une collaboration Sud-Sud structurées déboucheront-elles sur l'élaboration de politiques et la création d'institutions axées sur la bonne gestion des crises et le renforcement de la résilience à long terme?

g) En quoi la coopération Nord-Sud traditionnelle et la coopération triangulaire Nord-Sud peuvent-elles concourir à ces efforts?

h) L'insuffisance de la marge d'action constitue un obstacle majeur au renforcement de la résilience. Quels sont les moyens d'exploiter au mieux la marge d'action existante et comment les nouvelles formes de coopération Sud-Sud peuvent-elles véritablement l'élargir?

i) Quel rôle la CNUCED peut-elle jouer dans la promotion du dialogue Sud-Sud sur ces questions, en vue de progresser dans la réalisation des objectifs de développement durable?